



Bulletin trimestriel du Programme de la statistique culturelle

N° 87-004-XIF au catalogue

Vol. 14, n° 1

Relever le défi : les arts d'interprétation dans les années 1990

par Marie Lavallée-Farah

Au pays comme à l'étranger, les compagnies professionnelles d'arts d'interprétation sans but lucratif divertissent leur public par une grande diversité de productions dans les arts du théâtre, de la musique, de la danse et de l'opéra. Sur la scène sont présentées des œuvres locales novatrices, miroir de l'expérience canadienne passée et actuelle, et de nouvelles productions tirées du répertoire international. Si, comme on le soutient, les arts d'interprétation amènent du prestige et du tourisme et présentent des avantages sur les plans culturel, économique et social pour les villes et le pays, ces avantages justifient, à leur tour, les investissements publics et privés au chapitre des arts d'interprétation.

L'infrastructure des arts d'interprétation au Canada est conditionnée par divers facteurs : les programmes d'aide fédéraux et provinciaux, les investissements des entreprises, le travail bénévole et la taille de l'auditoire. Le nombre de compagnies professionnelles d'arts d'interprétation sans but lucratif (SBL) au Canada a connu une croissance remarquable au cours des deux dernières décennies. Depuis 1991-1992 seulement, le nombre de compagnies en activité s'est accru de 22 % au pays. Au cours de l'exercice financier 1998-1999, on recensait 625 compagnies professionnelles d'arts d'interprétation SBL au Canada dans les domaines du théâtre, de la musique, de la danse et de l'opéra.

Depuis quelque temps, le milieu des arts d'interprétation doit relever des défis de taille. Les compagnies font face à trois grands types d'obstacle : la réduction des subventions publiques, les sommes limitées consacrées par la population aux divertissements et la concurrence

livrée par les nouvelles activités culturelles et récréatives. Le présent article analyse la transformation du secteur SBL des arts d'interprétation à la lumière de ces contraintes et les tendances relatives à l'assistance, aux sources de revenu ainsi qu'aux coûts et à la mise en œuvre des programmes.

En 1998-1999, certaines compagnies ont connu une bonne année, mais de nombreuses autres ont fermé leurs portes

Les médias ont peint un sombre tableau des arts d'interprétation au début des années 1990 en s'attachant aux groupes de théâtre, aux orchestres symphoniques et aux compagnies de danse qui réduisaient leurs coûts ou fermaient leurs portes. Les

Dans le présent numéro...

Articles :

- Relever le défi : les arts d'interprétation dans les années 1990 1

Analyse des données sur la culture

- Le Quotidien comme source d'analyse 8

Données provinciales et territoriales :

- Dépenses publiques au chapitre de la culture par habitant, 1995-1996 à 1999-2000 9

Saviez-vous que? :

- Comparaison des compagnies d'arts d'interprétation selon la discipline, 1991-92 à 1998-1999 11

Sources de données**Enquête sur les arts d'interprétation**

L'Enquête sur les arts d'interprétation de Statistique Canada est un recensement biennal de l'ensemble des compagnies professionnelles d'arts d'interprétation sans but lucratif au Canada. Elle vise les compagnies de théâtre, de musique (orchestres, ensembles ou chœurs professionnels), de danse (classique et contemporaine) et d'opéra. Elle exclut les compagnies commerciales d'arts d'interprétation à but lucratif de même que les festivals. En vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, le terme « sans but lucratif » s'applique aux associations organisées exclusivement à des fins d'assistance sociale, d'amélioration communautaire, de divertissement, de loisirs ou toutes autres fins, exception faite du profit.

Enquêtes sur les dépenses publiques au chapitre de la culture

Les enquêtes annuelles sur les dépenses publiques au chapitre de la culture recueillent des données auprès de tous les ministères, organismes, commissions, conseils, entreprises et fonds spéciaux fédéraux et provinciaux chargés de soutenir les arts et la culture au Canada, tandis que l'enquête municipale couvre l'ensemble des municipalités. Dans le cadre de ces enquêtes, les arts d'interprétation englobent le théâtre, la musique, la danse et l'opéra. Les données couvrent les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations, les subventions, les contributions et les transferts liés à la création, à la production et à l'interprétation dans le secteur culturel. Contrairement à l'Enquête sur les arts d'interprétation, ces enquêtes recueillent des données sur l'aide financière octroyée aux organisations, associations et groupes des arts d'interprétation.

Le présent article n'analyse pas les données qui, aux fins des enquêtes sur les dépenses publiques au chapitre de la culture, se rapportent à des dépenses multidisciplinaires. Ces dépenses sont liées à de nombreuses activités ou fonctions culturelles qui ne peuvent être réparties selon la fonction. Elles comprennent l'aide financière accordée aux installations et aux centres culturels, aux festivals, aux municipalités, aux programmes d'échanges culturels et aux organisations artistiques pour diverses activités culturelles.

compagnie ont diminué chaque année (3 % annuellement) entre 1991-1992 et 1996-1997 avant de rebondir en 1998-1999 (en hausse de 21 %), de sorte que les recettes totales moyennes de fonctionnement, qui se sont chiffrées à 759 000 \$ en 1998-1999, n'étaient que de 4 % supérieures au niveau enregistré en 1991-1992 (tableau 1).

En 1998-1999, les investissements publics ont considérablement augmenté, en hausse d'un peu plus de 30 000 \$ en moyenne par compagnie. Le soutien du secteur privé s'est accru presque d'autant, soit 27 000 \$ par compagnie. Fait plus important encore, les recettes gagnées ont progressé de 73 000 \$ par compagnie en raison de la croissance des ventes de billets et des recettes provenant des tournées. Ces trois sources de recettes sont à l'origine de la hausse de 21 % relevée au chapitre des recettes moyennes de fonctionnement par rapport à 1996-1997, l'année d'enquête antérieure. La courbe des dépenses a suivi cette augmentation des recettes, en hausse de 22 % en moyenne durant la même période.

motifs allégués variaient du financement inadéquat à la difficulté d'attirer une assistance suffisante pour couvrir les dépenses, en passant par le fardeau constant des déficits accumulés. En fait, chaque an tout au long des années 1990,

quelque 75 compagnies ont définitivement cessé leurs activités ou les ont interrompues temporairement, un phénomène qui témoigne des difficultés éprouvées par les arts d'interprétation. Les dépenses totales de fonctionnement par

Tableau 1

Les recettes de fonctionnement moyennes par compagnie d'arts d'interprétation affichent une croissance depuis le début des années 1990

	1991-1992 ^r	1992-1993 ^r	1993-1994 ^r	1994-1995 ^r	1996-1997 ^r	1998-1999 ^r	Variation	Variation
							en %, 1996-1997 à 1998-1999	totale en %, 1991-1992 à 1998-1999
Toutes les disciplines								
Moyenne par compagnie d'arts d'interprétation								
Nombre de compagnies (nbre)	514	565	616	655	682	625	-8,4	21,6
Recettes de fonctionnement totales	730 396	700 237	649 760	633 731	627 946	758 615	20,8	3,9
Recettes gagnées (\$)	340 397	321 360	297 914	300 155	302 356	375 303	24,1	10,3
Subventions publiques (\$)	261 428	256 790	228 694	220 209	197 692	227 927	15,3	-12,8
Subventions en % des recettes	36	37	35	35	31	30		
Subventions du secteur privé (\$)	119 770	116 366	115 662	113 193	127 884	155 384	21,5	29,7
Dépenses par compagnie (\$)	743 535	702 324	655 099	635 304	628 989	766 479	21,9	3,1
Effectif total par compagnie (nbre)	111	110	102	105	102	103	1,4	-6,8
Personnel rémunéré (nbre)	57	56	59	58	55	59	7,0	4,6
Bénévoles en % de l'effectif total	49	49	42	45	45	42		
Déficit par compagnie (\$)	-12 918	-2 023	-5 321	-1 542	-992	-7 864	693,0	-39,1
Déficit accumulé par compagnie (\$)	-54 358	-46 836	-45 003	-34 255	-39 350	-26 318	-33,1	-51,6

^r Rectifié

Source : Enquête sur les arts d'interprétation

Méthodologie de l'Enquête sur les arts d'interprétation

Au cours des dernières années, on a déployé des efforts considérables pour améliorer la couverture de l'Enquête sur les arts d'interprétation. Plus précisément, entre les deux dernières années d'enquête (1996-1997 et 1998-1999), 204 compagnies ont été ajoutées à la base de sondage. Ces compagnies étaient en activité lors d'une année antérieure d'enquête, mais aucune donnée s'y rapportant n'avait alors été recueillie. Ces compagnies, désignées par le terme « nouvelles unités factices », sont associées à une sous-représentation dans les enquêtes antérieures. Si aucune correction n'était effectuée pour tenir compte de ces nouvelles unités factices, on obtiendrait des estimations de tendance faussées. La croissance serait notamment surestimée. Une fois les nouvelles unités factices repérées, on emploie une méthode de redressement permettant d'imputer des données se rapportant à ces compagnies pour les années antérieures. Les données figurant dans le présent article tiennent compte des redressements apportés à la base de sondage et révèlent donc les tendances sous-jacentes.

Par suite de ces ajustements, il se peut que les totaux des tableaux visant des années antérieures à 1998-1999 ne correspondent pas à la somme des éléments. Cette mise en garde s'applique tout particulièrement aux calculs des recettes de fonctionnement, des recettes hors fonctionnement et des recettes totales apparaissant aux tableaux 4 et 5. Pour plus de renseignements au sujet de la méthodologie employée, veuillez communiquer avec le rédacteur en chef ou les Services d'information à la clientèle.

Soutien fédéral aux arts d'interprétation

Les arts et la culture ont commencé à recevoir de l'aide publique dès avant la Confédération. Cette aide s'est accrue au tournant du siècle pour donner lieu à la présence marquée des administrations fédérale, provinciales et municipales dans les arts d'interprétation que l'on connaît aujourd'hui.

Dans le cas des arts d'interprétation, la majeure partie de l'aide fédérale provient du Conseil des arts du Canada. Créé en 1957, le Conseil s'est imposé comme un catalyseur dynamique de la croissance des arts d'interprétation au Canada. Après sa création, des ministères et organismes provinciaux (et certains programmes municipaux) ont vu le jour pour compléter les efforts du Conseil. En outre, si le Conseil des arts du Canada a toujours été le principal acteur fédéral, d'autres types de fonds fédéraux spécialisés étaient également disponibles auprès du ministère du Patrimoine canadien (dans le cadre du Programme d'initiatives culturelles notamment), de Développement des ressources humaines Canada et du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Soutien financier continu : un facteur de survie

La survie de la plupart des compagnies d'arts d'interprétation est tributaire de la diversité du financement. Les compagnies SBL ont touché des recettes de 234,6 millions de dollars en 1998-1999. Toutefois, si importantes soient-elles, ces recettes provenant des ventes de billets et d'autres sources, ne représentent qu'une partie du financement – environ la moitié des recettes totales. Le reste des recettes a pris la forme de subventions publiques d'une valeur de 142,5 millions de dollars (30 %) et de contributions du secteur privé (entreprises et particuliers) d'une valeur de 97,1 millions de dollars (20 %) (tableau 2).

Le soutien continu des secteurs public et privé contribue à la stabilité

financière du milieu des arts d'interprétation. Les dons permettent également aux compagnies de fixer le prix des billets à un niveau inférieur que ce qui serait possible en l'absence de ces fonds.

Aide publique

Malgré l'importance persistante et cruciale des fonds publics, l'aide publique consacrée aux arts d'interprétation a diminué de 13 % de 1991-1992 à 1998-1999 (tableau 3). Au cours des années 1990, c'est en 1995-1996 que le financement public a atteint un creux, les fonds consacrés aux arts d'interprétation s'étant chiffrés à 239 millions de dollars seulement. La majeure partie des dépenses fédérales et provinciales au chapitre des arts d'interprétation prenait la forme de subventions directes. En 1998-1999, ces subventions représentaient 59 % des dépenses fédérales et 73 % des

dépenses provinciales dans le domaine des arts d'interprétation. Les arts d'interprétation se sont vu attribuer une proportion plus forte de leurs recettes de sources publiques sous la forme de subventions directes que le secteur culturel dans son ensemble.

Les administrations publiques ont réagi différemment aux défis financiers auxquels les organisations des arts d'interprétation ont fait face au cours des années 1990. Entre 1991-1992 et 1998-1999, les dépenses fédérales au chapitre des arts d'interprétation n'ont pas affiché de tendance cohérente. Le financement a diminué et augmenté périodique-

Tableau 2

Les recettes gagnées représentent la principale catégorie de financement pour chacun des arts d'interprétation, 1998-1999

	Secteur public		Secteur privé		Recettes gagnées		Recettes totales	
	million \$	%	million \$	%	million \$	%	million \$	%
Théâtre	67,4	28,1	41,2	17,2	131,5	54,8	240,1	100,0
Musique	41,2	31,6	31,8	24,4	57,3	44,0	130,3	100,0
Danse	22,9	38,4	12,4	20,8	24,4	40,9	59,7	100,0
Opéra	10,9	24,8	11,7	26,6	21,4	48,6	44,0	100,0
Toutes les disciplines	142,4	30,0	97,1	20,5	234,6	49,5	474,1	100,0

Source: Enquête sur les arts d'interprétation

Tableau 3

Le financement public des arts d'interprétation accuse un recul, 1991-1992 à 1998-1999

Dépenses publiques*	1991-1992	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	Variation annuelle en %, 1997-1998 à 1998-1999	Variation totale, 1991-1992 à 1998-1999
millions de dollars								
Arts d'interprétation								
Fédéral	121	106	109	97	112	112	0,4	-7,4
Subventions en % du financement	64	61	66	61	57	59	3,1	
Provincial	151	136	129	126	117	126	7,5	-16,7
Subventions en % du financement	59	70	70	68	69	73	5,8	
Municipal	35	39	n/a	62	64	30	-53,7	-15,7
Total - arts d'interprétation	307	281	239	285	293	268	-8,5	-12,9
millions de dollars								
Culture								
Fédéral	2 884	2 876	2 923	2 776	2 668	2 826	5,9	-2,0
Subventions en % du financement	15	21	13	15	17	18	8,8	
Provincial	1 908	1 879	1 802	1 742	1 730	1 886	9,0	-1,2
Subventions en % du financement	60	60	60	60	59	61	3,5	
Municipal	1 263	1 427	1 420	1 443	1 479	1 362	-7,9	7,8
Total - culture	6 055	6 181	6 145	5 961	5 877	6 073	3,3	0,3
Arts d'interprétation en % des dépenses au chapitre de la culture	5,1	4,5	3,9	4,8	5,0	4,4		

r Rectifié

* Ce tableau présente des données sur toutes les dépenses publiques au chapitre de la culture et des arts d'interprétation : dépenses directes de fonctionnement et d'immobilisations, subventions, contributions et transferts.

Source : Enquête sur les dépenses publiques au titre de la culture

ment tout au long de la décennie et a enregistré un fléchissement global de 7 %. Le creux du financement (97 millions de dollars) a été observé en 1996-1997, en baisse de 12 % par rapport à l'année précédente. L'année suivante, cependant, les fonds fédéraux ont rebondi de 15 % pour atteindre 112 millions de dollars, niveau qui s'est maintenu en 1998-1999.

À l'échelle provinciale, particulièrement en Ontario et au Québec, les dépenses totales relatives aux arts d'interprétation ont diminué constamment de 1991-1992 à 1997-1998. Les dépenses se sont redressées en 1998-1999, affichant une hausse de 8 % en un an.

Les courbes de dépenses des administrations municipales se sont distinguées de celles des autres ordres de gouvernement; les dépenses ont généralement augmenté au cours de la majeure partie des années 1990, pour se replier sensiblement en 1998-1999. Cette année-là, les municipalités ont consacré 30 millions de dollars aux arts

d'interprétation, soit le niveau de financement le plus bas de toute la décennie.

En dépit de l'aide considérable accordée à ce secteur, les dépenses publiques totales au chapitre des arts d'interprétation en 1998-1999 n'ont représenté que 4,4 % des dépenses publiques totales relatives à l'ensemble du secteur culturel (tableau 3).

Concurrence accrue pour le financement public

Les différentes compagnies d'arts d'interprétation font face à une concurrence accrue pour le financement, même pour le financement de sources publiques. Si quelque 30 % de leurs recettes totales moyennes de fonctionnement sont venues des subventions publiques en 1998-1999, il s'agit là d'une proportion plus faible des recettes des compagnies qu'au cours des années antérieures. Sept ans plus tôt, les subventions représentaient 36 % des recettes (tableau 1).

L'augmentation du nombre de compagnies d'arts d'interprétation s'est accompagnée d'une diminution du montant relatif des subventions prises individuellement. Entre 1991-1992 et 1998-1999, un nombre plus élevé de compagnies (19 %) ont obtenu une aide, mais le montant moyen des subventions a diminué de près de 13 % pour s'établir à 228 000 \$ (tableau 1).

L'importance relative des subventions publiques aux compagnies prises individuellement s'est transformée au fil des ans. Le Conseil des arts du Canada, le principal organisme subventionnaire dans le domaine des arts d'interprétation au Canada, a déclaré que pendant ses premières années (1968-1969), les subventions qu'il accordait représentaient 23,2 % des recettes des grandes compagnies d'arts d'interprétation. Au cours de la période à l'étude, les subventions octroyées par le Conseil des arts du Canada n'ont représenté que 9,3 % et 8,4 % (en 1993-1994 et 1998-1999, respectivement) des recettes totales

de ces mêmes compagnies¹. Cette situation est partiellement attribuable à l'augmentation globale (52 %) du nombre de demandes de subvention retenues entre 1992 et 2000 et aux nouveaux fonds limités qu'il était possible de répartir entre ces compagnies.

Les subventions destinées aux arts ont fait l'objet d'une vive concurrence, les administrations publiques de tout le pays étant aux prises avec des restrictions budgétaires de taille. Pour assurer leur survie, bon nombre de compagnies ont dû trouver des moyens de compenser les pertes subies ou ont radicalement transformé leur fonctionnement.

Importance accrue des dons du secteur privé

En mai 2001, le Premier ministre Jean Chrétien a souligné, dans ces termes, l'importance des arts dans la société canadienne : « Mais les arts et la culture sont plus qu'un facteur de croissance économique. Il n'y a pas seulement le produit intérieur brut dans la vie. Nos artistes, nos auteurs et nos interprètes embellissent nos vies. Les organisations vouées aux arts et au patrimoine doivent établir des partenariats avec le monde des affaires et les milieux universitaires, éveiller les jeunes esprits et bâtir le public de demain. »²

L'appel lancé par le Premier ministre en faveur du partenariat avec le secteur privé n'est pas un concept tout nouveau. En fait, il y a plus de 25 ans, un groupe d'importants dirigeants d'entreprise s'est réuni pour fonder le Conseil pour le monde des affaires et des arts du Canada (CMAAC). Cet organisme n'a pas été conçu en tant qu'organisation subventionnaire ou de financement mais plutôt comme un catalyseur des fonds de défense des intérêts, de recherche, de promotion et d'éducation. Le CMAAC agit à titre de centre de coordination pour les sociétés qui font des dons et offre une tribune permettant au milieu des affaires d'interagir avec le secteur des arts, les administrations publiques et les médias. Compte tenu de la réduction

de l'aide publique, le secteur privé joue un rôle de plus en plus grand dans le soutien des arts. Les contributions du secteur privé ont progressé pour se chiffrer à 97 millions de dollars en 1998-1999, en hausse de 58 % par rapport à 1991-1992 (tableau 4). Ces dons représentent une partie considérable (plus de 20 % aujourd'hui) des recettes de fonctionnement de presque tous les groupes d'arts d'interprétation sans but lucratif.

Les quatre disciplines d'arts d'interprétation ont obtenu des résultats variables quant aux fonds recueillis auprès du secteur privé (tableau 4). Dans le cas du théâtre, les dons et les recettes provenant de campagnes de financement se sont accrues de 96 % entre 1991-1992 et 1998-1999, tandis que les milieux de la musique, de la danse et de l'opéra ont affiché des taux de croissance du financement privé moins élevés (46 %, 32 % et 26 %, respectivement). Toutefois, parmi ces quatre disciplines d'art de la scène, c'est l'opéra qui dépend le plus des fonds du

secteur privé, 27 % du budget des compagnies d'opéra provenant de dons et de campagnes de financement. Les compagnies théâtrales enregistrent le niveau de dépendance le moins marqué, seulement 17 % de leurs recettes provenant du secteur privé. Il importe de souligner, cependant, que la somme de 41 millions de dollars³ recueillie par les compagnies théâtrales auprès du secteur privé en 1998-1999 correspond presque au budget total de fonctionnement de l'ensemble des compagnies d'opéra (44 millions de dollars).

- ¹ *Conseil des arts du Canada, 2001*
« Rapport de recherche sur les grands organismes des arts de la scène », p. 16.
- ² *Discours du Premier ministre Jean Chrétien à l'occasion de l'annonce d'un nouvel investissement important du gouvernement du Canada dans les arts et la culture, 2 mai 2001 < http://www.gc.ca >*
- ³ *Soixante quinze pourcent de ce montant est dévolu aux compagnies de théâtre de grande taille (compagnies dont les revenus dépassent 800,000\$).*

Tableau 4
Les compagnies théâtrales sans but lucratif accaparent la proportion la plus importante des fonds du secteur privé

	1991-1992 ^r	1992-1993 ^r	1993-1994 ^r	1994-1995 ^r	1996-1997 ^r	1998-1999 ^r	Variation totale, 1991-1992 à 1998-1999
Fonds du secteur privé							
	millions de dollars						%
Théâtre	21,0	24,2	27,8	26,6	32,0	41,2	96,2
Musique	21,7	24,6	25,0	26,0	30,1	31,8	46,3
Danse	9,4	8,8	9,3	11,6	10,6	12,4	32,1
Opéra	9,3	8,1	9,0	9,8	14,4	11,7	26,1
Total*	61,6	65,7	71,2	74,1	87,2	97,1	57,8
Recettes totales							
	millions de dollars						%
Théâtre	175,2	189,5	188,8	194,0	206,9	240,1	37,1
Musique	107,8	118,5	118,3	121,4	119,5	130,3	20,9
Danse	54,0	51,0	54,6	58,4	57,4	59,7	10,7
Opéra	38,4	36,7	38,6	41,1	44,2	44,0	14,5
Total*	375,4	395,6	400,3	415,1	428,3	474,1	26,3
Fonds du secteur privé en % des recettes totales							
							%
Théâtre	12,0	12,8	14,7	13,7	15,5	17,1	
Musique	20,1	20,8	21,2	21,4	25,2	24,4	
Danse	17,4	17,3	17,1	19,9	18,4	20,8	
Opéra	24,2	22,0	23,3	23,7	32,5	26,7	
Total*	16,4	16,6	17,8	17,9	20,4	20,5	

^r Rectifié

* Voir l'encadré intitulé « Méthodologie de l'Enquête sur les arts d'interprétation ». Source : Enquête sur les arts d'interprétation

Les organisations ont tiré parti de la forte croissance générale de l'économie canadienne et de la progression des bénéfices des sociétés, qui ont fait augmenter les dons du secteur privé susceptibles de soutenir les arts. En outre, les organisations des arts d'interprétation ont mis à contribution leur créativité dans le cadre de campagnes de financement visant les particuliers. Citons deux exemples éloquentes mettant en vedette des orchestres du Québec : dans un cas, l'organisme a décidé de vendre des places une à une au plus offrant; dans l'autre cas, l'orchestre a vendu une symphonie de Beethoven au prix d'un dollar la note et jouait, à la fin de chaque concert, la partie de l'œuvre achetée à cette date.

Assistance et expansion du marché

Les arts d'interprétation - théâtre, musique, danse et opéra - partagent de plus en plus le marché du

divertissement avec le cinéma, la télévision et les événements sportifs. Malgré cela, on a relevé un élargissement appréciable de l'assistance des arts d'interprétation au cours des années 1980. Une proportion croissante de la population canadienne s'intéresse aux arts dans leur ensemble, comme en témoignent l'intensification des activités de tournée et les statistiques sur les assistances. On s'attendait à ce que ces tendances se poursuivent pendant les années 1990, compte tenu de l'augmentation du niveau de scolarité, de la présence accrue des femmes sur le marché du travail et du vieillissement de la population.

Récemment, toutefois, la participation du public aux arts d'interprétation SBL s'est contractée. L'augmentation des droits d'entrée pourrait en être une raison, tout comme la concurrence livrée par les autres formes de divertissement. L'assistance moyenne

par compagnie a diminué de 22 % entre 1991-1992 et 1998-1999 (tableau 5). De plus, la part que représentent les abonnements par rapport aux ventes de billets au guichet a diminué de sept points de pourcentage pour s'établir à 34 %.

Si le théâtre continue d'attirer le plus de spectateurs, tous les arts d'interprétation ont accusé une baisse de l'assistance. La musique et l'opéra ont subi les baisses les plus marquées (11 % et 9 %, respectivement), suivis du théâtre (4 %) et de la danse (1 %). Le nombre de spectateurs a fléchi dans la plupart des provinces, mais les diminutions les plus fortes ont été observées en Alberta (22 %) et au Manitoba (19 %).

Un rapport du Conseil des arts du Canada confirme ces chiffres⁴. Selon ce rapport, les 17 principales

⁴ Conseil des arts du Canada, *Ibid.*

Tableau 5

Les fonds du secteur privé et les recettes gagnées augmentent plus rapidement que les subventions publiques, 1991-1992 à 1998-1999

Toutes les compagnies d'arts d'interprétation sans but lucratif	1991-1992 ^r	1992-1993 ^r	1993-1994 ^r	1994-1995 ^r	1996-1997 ^r	1998-1999 ^r	Variation totale, 1991-1992 à 1998-1999
	Nombre						%
Nombre de compagnies	514	565	616	655	682	625	21,6
Assistance	14 008 044	15 066 511	14 593 298	14 139 612	13 825 718	13 319 791	-4,9
Assistance par compagnie	27 253	26 666	23 690	21 587	20 272	21 312	-21,8
Représentations	39 902	45 060	43 365	42 624	42 994	41 759	4,7
Représentations par compagnie	78	80	70	65	63	67	-13,9
	millions de dollars						
Recettes*							
Recettes gagnées	175,0	181,6	183,5	196,6	206,2	234,6	34,1
Subventions publiques	134,4	145,1	140,9	144,2	142,6	142,5	6,0
Fédéral	57,0	59,3	56,5	57,4	54,5	60,6	6,3
Provincial	55,2	60,0	60,7	62,7	57,4	58,9	6,7
Municipal	21,2	21,8	22,6	22,4	22,0	21,7	2,6
Autres fonds publics	1,0	3,9	1,1	1,8	8,6	1,3	24,2
Secteur privé	61,6	65,7	71,2	74,1	87,2	97,1	57,8
Recettes de fonctionnement totales*	375,4	395,6	400,3	415,1	428,3	474,1	26,3
Dépenses	382,2	396,8	403,5	416,1	429,0	479,0	25,3
Déficit	-6,6	-1,1	-3,3	-1,0	-676,3	-4,9	-26,0
Déficit accumulé	-27,9	-26,5	-27,7	-22,4	-26,8	-16,4	-41,1
	Nombre						
Nombre total d'employés rémunérés	29 163	31 637	36 179	38 066	37 848	37 096	27,2
Nombre total de bénévoles	27 736	30 508	26 651	31 035	31 549	27 408	-1,2
Bénévoles en % de l'effectif total	48,7	49,1	42,4	44,9	45,5	42,5	
Salaires totaux (\$)	225,4	234,0	236,2	241,3	240,4	264,7	17,5

^r Rectifié

* Voir l'encadré intitulé « Méthodologie de l'Enquête sur les arts d'interprétation ».

Source : Enquête sur les arts d'interprétation

compagnies d'arts d'interprétation au Canada, financées par le Conseil, ont vendu 3,2 millions de billets en 1998-1999, comparativement au sommet de 4 millions atteint en 1988-1989, ce qui représente un repli de 20 % des ventes. Les États-Unis ont, eux aussi, accusé un recul à ce chapitre. Le rapport de la RAND intitulé *The Performing Arts in a New Era* indique ce qui suit : « Aux États-Unis, de nombreuses organisations sans but lucratif de taille moyenne éprouvent beaucoup de difficultés à attirer un public suffisant pour faire leurs frais, et il est probable que bon nombre d'entre elles disparaîtront. » [traduction libre]⁵ Selon le rapport, la taille du public continuera à diminuer, les jeunes Américains étant moins enclins à assister à des représentations sur scène et préférant les formes de divertissement qu'offrent Internet et d'autres technologies nouvelles. Ce rapport laisse également entrevoir un essor remarquable des arts d'interprétation qui ne sont pas présentés en direct, qu'il s'agisse de productions enregistrées ou diffusées. La popularité de la diffusion par les médias électroniques est attribuable, selon le rapport, à divers facteurs : la qualité accrue des reproductions électroniques des œuvres qui remplacent les représentations sur scène, l'augmentation des coûts directs et indirects de l'assistance à des spectacles sur scène et la préférence de plus en plus marquée des Américains pour les activités de loisirs au foyer.

Au Canada également, l'abondance des formules de divertissement au foyer constitue un facteur de concurrence de taille pour les organisations d'arts d'interprétation. Ensemble, Internet, la radiodiffusion par satellite et la télévision à la carte offrent bon nombre de formules à prix moyens qui viennent concurrencer les spectacles d'arts de la scène. D'autres facteurs, comme les changements sociodémographiques et la transformation des heures de loisirs disponibles, pourraient aussi avoir une incidence.

Immigration et arts d'interprétation

Le profil de la population canadienne continuera à se transformer, l'immigration jouant un rôle de plus en plus important dans la croissance démographique. Des données récentes montrent que, compte tenu du recul de l'accroissement naturel de la population, plus de 50 % de la croissance démographique était attribuable à l'immigration au cours de la dernière période intercensitaire.

Les sources de l'immigration au Canada ont également beaucoup changé. Les immigrants nés en Europe continuaient de représenter la plus forte proportion de l'ensemble des immigrants vivant au Canada en 1996, mais, pour la première fois au cours du siècle, ils représentaient moins de la moitié de la population immigrante totale. En 1981, 67 % de tous les immigrants vivant au Canada étaient nés en Europe. En 1996, cette proportion était passée à 47 %. En revanche, la proportion de la population immigrante du Canada née en Asie et au Moyen Orient s'est accrue, passant de 14 % en 1981 à 31 % en 1996⁶. Dans les grands centres, où sont situées la plupart des grandes organisations des arts, les immigrants constituent un pourcentage appréciable de la population.

Le nombre grandissant d'immigrants d'origine non européenne pourrait avoir une incidence sur l'intérêt manifesté à l'égard des arts d'interprétation d'origine européenne⁷. Parallèlement, ces immigrants peuvent enrichir la portée des arts d'interprétation au Canada et, peut-être, ouvrir de nouveaux domaines de croissance. Ce phénomène, conjugué à une baisse de l'assistance à une offre croissante de divers produits de divertissement, pose des défis de taille aux organisations d'arts d'interprétation en quête de nouveaux spectateurs. Bob Rae, président de l'Orchestre symphonique de Toronto, a récemment souligné l'importance de tenir compte de ces changements. « Nous devons nous assurer que tous

les groupes culturels et les particuliers, peu importe leur origine, se sentent bien chez eux – et que l'orchestre symphonique appartient à tous et non seulement à un cercle restreint. » [traduction libre]⁸

Mise en œuvre des programmes et réduction du déficit

Les compagnies d'arts d'interprétation se sont employées à surmonter les problèmes de réduction des fonds publics. Si les recettes moyennes de fonctionnement par compagnie ont augmenté de 0,5 % annuellement entre 1991-1992 et 1998-1999 pour atteindre 759 000 \$, les dépenses se sont accrues un peu moins (0,4 % annuellement) pour se chiffrer à 766 000 \$ (tableau 1). Bien que les dépenses continuent d'excéder les recettes, l'écart entre les deux a diminué entre 1991-1992 et 1998-1999. Pour limiter les coûts, de nombreuses compagnies ont décidé de réduire le nombre de représentations offertes. Par conséquent, le nombre de représentations par compagnie a baissé de 14 % entre 1991-1992 et 1998-1999 (tableau 5).

Le recours constant à des bénévoles ou à des travailleurs non rémunérés a également permis à certaines compagnies de restreindre davantage leurs coûts (ceux-ci n'ont augmenté que de 2,2 % par représentation au cours de cette période). La présence des bénévoles est particulièrement visible dans le secteur des arts d'interprétation, les bénévoles représentant plus de 42 % de l'ensemble du personnel en 1998-1999. Les données montrent, toutefois, que ce pourcentage était plus élevé au début de la décennie,

⁵ McCarthy, Kevin F., A. C. Brooks, J. Lowell et L. V. Zakaras, 2001. Rand Report: The Performing Arts in a New Era. Document n° MR-1367-PCT.

⁶ Statistique Canada, Recensement de la population du Canada.

⁷ Conseil des arts du Canada, *Ibid.*, p. 12.

⁸ Toronto Star, 2 août 2002. « Orchestra is Toronto's to lose, Rae warns Harold Levy ».

lorsqu'il atteignait près de 49 % (tableau 5). Ces chiffres pourraient indiquer qu'il est maintenant plus difficile d'attirer des bénévoles⁹.

Si ces mesures ont permis de restreindre les coûts, les établissements d'arts d'interprétation continuent de faire face à une augmentation des coûts supérieure à celle de leurs sources de financement. Globalement, les compagnies d'arts d'interprétation ont déclaré un déficit moyen de 7 900 \$, soit 1,0 % des recettes totales de fonctionnement. Exception faite de quelques compagnies théâtrales, toutes les grandes compagnies d'arts d'interprétation ont accusé un déficit, et ces 34 compagnies sont à l'origine de 99 % du déficit déclaré. À la fin de l'exercice financier 1998-1999, le déficit accumulé du secteur s'établissait à 16,4 millions de dollars, soit 3,5 % des recettes totales de fonctionnement (tableau 5). Près de 72 % de cette somme est attribuable à 18 grands orchestres.

Fonds de stabilisation au Canada

L'*Alberta Performing Arts Stabilization Fund* et la *Vancouver Arts Stabilization Team* existent depuis 1995. Depuis, d'autres fonds ont été créés, notamment celui du Québec (1999), parrainé par le gouvernement québécois, et celui de la Nouvelle-Écosse (2000), parrainé par les secteurs public et privé. D'autres projets sont en élaboration au Manitoba, en Saskatchewan et dans les collectivités de Hamilton-Wentworth et Burlington situées dans le sud de l'Ontario.

La gestion de la dette constitue un défi de taille pour ces compagnies. Pour les aider à surmonter cet obstacle à leur expansion, des programmes de stabilisation des arts ont été lancés récemment dans certains secteurs de compétence et divers autres sont à l'étude. Les programmes de stabilisation, qui sont des initiatives de partenaires des secteurs public et privé, visent à offrir une assistance technique en gestion de même que des subventions de stabilisation pour aider les groupes d'arts d'interprétation à éliminer leur déficit accumulé et à constituer un fonds de roulement. Ces programmes tentent d'assurer une stabilité à long

terme par la réduction du déficit. À cette fin, ils soutiennent les efforts déployés par les compagnies pour diversifier leurs sources de financement et aident les compagnies à établir des réserves pour la création ou le développement.

Perspectives d'avenir

La lutte livrée pour l'esprit, l'âme et le portefeuille des consommateurs nécessitera innovation et consultation, les compagnies d'arts d'interprétation s'efforçant de maintenir une forte présence culturelle sur un marché de plus en plus concurrentiel. Et cette lutte se produit au moment où le gouvernement doit composer avec des demandes croissantes et des ressources réduites.

Pour s'assurer que les Canadiens ne sont pas privés de la grande diversité de représentations culturelles qui contribue à la promotion de la culture au pays et à l'étranger, des efforts soutenus devront être déployés sur tous les fronts. L'essor continu de la créativité artistique dans les arts d'interprétation nécessitera presque certainement des sources accrues et nouvelles de financement. Cependant, cela en soi reste insuffisant. L'expansion culturelle dépendra également de la constitution des publics de demain et, notamment, de l'incitation des jeunes à prendre part et à assister aux productions des arts d'interprétation. Il s'agit donc non seulement d'attirer de nouveaux spectateurs dans les salles de théâtre et de concert, mais aussi de ranimer l'enthousiasme du public qui s'est détourné des arts de la scène.

Il convient de citer, à cet égard, l'initiative de commercialisation du Centre national des Arts d'Ottawa. Visant les étudiants et conçu pour attirer les jeunes aux arts d'interprétation, *Buzz en direct* offre des places bon marché aux étudiants pour écouler les billets invendus. Ce programme, qui a porté fruit, a également été mis en œuvre récemment à Calgary dans le cadre d'un projet visant à établir des ponts avec les jeunes. Le Centre national

des Arts donne aussi un autre exemple d'initiative. Il a récemment lancé un site Web sur les arts d'interprétation à l'intention des jeunes. Ce site offre aux élèves un moyen interactif de s'initier à l'art et fournit aux enseignants de nouveaux outils pédagogiques. Il ne s'agit là que d'un exemple des types de programme pour les jeunes qui devraient voir le jour dans les collectivités de l'ensemble du pays. À long terme, le maintien, l'élargissement et le rajeunissement du public nécessiteront sans aucun doute la protection et même l'intensification des programmes d'éducation et de promotion.

Du fait de leur seule survie, les compagnies d'arts d'interprétation du Canada ont démontré leur engagement en faveur de la création artistique. Cependant, à l'instar de toute autre production, l'œuvre ne peut se transcender que lorsque tous les acteurs – qu'il s'agisse des artistes de la scène ou des éducateurs, des administrations publiques ou des sociétés privées – jouent ensemble en harmonie.

Marie Lavallée-Farah est gestionnaire de l'Enquête sur les arts d'interprétation, Programme de la statistique culturelle.

⁹ Statistique Canada, 2001. *L'Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation de 2000 révèle une diminution du nombre de bénévoles au Canada, bien que le nombre d'heures consacrées par chaque bénévole ait augmenté.*

□

Analyse des données sur la culture

Souvent, les utilisateurs des données du Programme de la statistique culturelle souhaitent obtenir davantage que des chiffres; ils veulent savoir ce que ces chiffres signifient et pourquoi. C'est donc dire qu'ils souhaitent avoir accès à l'analyse des données qui fait

ressortir les résultats clés et, dans la mesure du possible, fait état des raisons qui sous-tendent ces résultats. Il existe une excellente source d'information à cet égard (outre *La culture en perspective*), à savoir *Le Quotidien* de Statistique Canada, l'outil officiel de diffusion de

toutes nos données et analyses. Le tableau ci-dessous a été préparé pour attirer votre attention sur les diffusions de données sur la culture dans *Le Quotidien* au cours des dernières années. Tous les anciens numéros sont disponibles sans frais dans le site Internet de SC à l'adresse

suivante : www.statcan.ca, sous *Le Quotidien*, Parutions précédentes. Les diffusions qui ne comportaient pas d'analyses, mais qui visaient uniquement à indiquer la disponibilité des données, comportent une indication en ce sens.

Diffusion des données sur la culture

Le Quotidien

Production cinématographique, vidéo et audiovisuelle et travaux de laboratoires de films cinématographiques et services de production et de post-production, 1999-2000	22 juillet 2002
Dépenses publiques au chapitre de la culture, 1999-2000	27 mai 2002
Distribution de films cinématographiques et de vidéos, 1999-2000	25 mars 2002
Enquête sur l'édition du périodique, 1998-1999 (annonce de la disponibilité de données seulement)	18 mars 2002
Cinémas et ciné-parcs, 1999-2000	7 février 2002
Enquête sur l'enregistrement sonore, 1998 (annonce de la disponibilité de données seulement)	30 janvier 2002
Écoute de la télévision, automne 2000	23 octobre 2001
Écoute de la radio, automne 2000 (annonce de la disponibilité de données seulement)	29 août 2001
Production cinématographique, vidéo et audiovisuelle et travaux de laboratoires de films cinématographiques et services de production et de post-production, 1998 (annonce de la disponibilité de données seulement)	30 mars 2001
Arts d'interprétation, 1998-1999 (annonce de la disponibilité de données seulement)	6 mars 2001
Dépenses publiques au chapitre de la culture, 1998-1999	25 janvier 2001
Écoute de la télévision, automne 1999	25 janvier 2001
La culture canadienne en perspective : Aperçu statistique, Édition 2000	22 décembre 2000
Distribution de films cinématographiques et de vidéos, 1998-1999	1 ^{er} décembre 2000
Cinémas et ciné-parcs, 1998-1999	16 octobre 2000
Éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres, 1998-1999	26 juillet 2000
Écoute de la radio, automne 1999	26 juillet 2000
Production cinématographique, vidéo et audiovisuelle, travaux de laboratoires et services de post-production, 1997-1998	3 avril 2000
Établissements du patrimoine, 1997-1998 (annonce de la disponibilité de données seulement)	30 mars 2000
Distribution de films cinématographiques et de vidéos, 1997-1998	3 février 2000
Écoute de la télévision, automne 1998 (annonce de la disponibilité de données seulement)	24 décembre 1999
Dépenses publiques au chapitre de la culture, 1997-1998	13 octobre 1999
Cinémas et ciné-parcs, 1997-1998	24 août 1999
Écoute de la radio, automne 1998	22 juillet 1999
Statistiques sur la radiodiffusion et la télévision, 1998	18 juin 1999

□

Données provinciales et territoriales

En général, lors de l'analyse des données, nous n'observons que le portrait national et ce, sans porter une attention particulière aux

tendances de certaines provinces ou de certains territoires. Afin de mettre plus de données culturelles provinciales et territoriales à la disposition de nos utilisateurs, nous prévoyons intégrer des données provinciales et territoriales à chaque

édition de *La culture en perspective*. Pour la présente édition, nous avons choisi d'inclure les plus récentes données diffusées reliées aux dépenses fédérales, provinciales et territoriales, et municipales au chapitre de la culture.

Dépenses publiques au chapitre de la culture par habitant, 1995-1996 à 1999-2000**Dépenses fédérales au chapitre de la culture par habitant, 1995-1996 à 1999-2000**

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
			\$		
Terre-Neuve-et-Labrador	85	80	70	74	79
Île-du-Prince-Édouard	90	99	111	123	119
Nouvelle-Écosse	92	92	95	99	95
Nouveau-Brunswick	63	63	58	65	64
Québec	109	116	113	126	123
Ontario	107	103	101	98	97
Manitoba	59	58	54	59	82
Saskatchewan	43	40	34	43	43
Alberta	57	52	45	45	39
Colombie-Britannique	39	38	33	38	36
Yukon	379	411	397	468	439
Territoires du Nord-Ouest	504	563	434	456	876
Nunavut	-	-	-	-	411
Canada	100	94	89	93	92

Dépenses provinciales au chapitre de la culture par habitant, 1995-1996 à 1999-2000

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
			\$		
Terre-Neuve-et-Labrador	54	72	82	66	68
Île-du-Prince-Édouard	74	74	78	74	79
Nouvelle-Écosse	57	59	63	72	72
Nouveau-Brunswick	44	47	55	52	53
Québec	81	80	78	89	89
Ontario	47	39	40	43	44
Manitoba	76	74	75	75	80
Saskatchewan	64	63	63	68	68
Alberta	47	48	44	45	48
Colombie-Britannique	69	71	67	71	73
Yukon	318	576	367	347	405
Territoires du Nord-Ouest	227	127	122	146	181
Nunavut	-	-	-	-	..
Canada	61	59	58	62	63

Dépenses municipales au chapitre de la culture par habitant, 1995 à 1999

	1995	1996	1997	1998	1999
			\$		
Terre-Neuve-et-Labrador	21	22	20	20	21
Île-du-Prince-Édouard	9	9	12	12	13
Nouvelle-Écosse	37	34	32	34	36
Nouveau-Brunswick	26	25	26	25	26
Québec	35	33	38	30	33
Ontario	54	54	53	47	51
Manitoba	45	43	52	46	46
Saskatchewan	54	51	57	60	55
Alberta	43	48	48	52	48
Colombie-Britannique	76	76	74	69	72
Yukon	13	73	114	17	19
Territoires du Nord-Ouest	20	38	34	25	37
Nunavut	-	-	-	-	-
Canada	48	49	49	45	47

□

SAVIEZ-VOUS QUE?

Comparaison des compagnies d'arts d'interprétation selon la discipline, 1991-1992 à 1998-1999

La production de données moyennes visant des variables clés des arts d'interprétation permet de comparer les compagnies de théâtre, de danse, de musique et d'opéra sur une période de huit ans (six années d'enquête). La méthodologie employée pour assurer la comparabilité des données d'enquête est décrite dans l'encadré intitulé « Méthodologie de l'Enquête sur les arts d'interprétation » figurant à la page 3 de la présente publication.

Tableau 1
Compagnies de théâtre

Moyennes - Compagnies de théâtre	1991-1992 ^r	1992-1993 ^r	1993-1994 ^r	1994-1995 ^r	1996-1997 ^r	1998-1999 ^r	Variation totale en %, 1991-1992 à 1998-1999
Nombre de compagnies	282	332	353	368	385	350	24,1
Représentations par compagnie	115	111	99	92	89	95	-17,3
Assistance par compagnie	29 111	28 077	24 948	22 337	21 173	22 462	-22,8
Assistance par représentation	254	252	251	242	239	237	-6,8
Recettes de fonctionnement totales par compagnie (\$)	621 307	570 874	534 721	527 231	537 337	686 069	10,4
Recettes gagnées	328 540	294 933	274 229	279 511	291 944	375 805	14,4
Subventions publiques	206 407	198 181	173 386	175 135	162 211	192 627	-6,7
Subventions du secteur privé	74 436	72 805	78 777	72 188	83 052	117 638	58,0
Dépenses par compagnie (\$)	632 263	570 720	539 927	529 741	528 993	685 649	8,4
Effectif total par compagnie	114	99	89	88	81	93	-18,6
Effectif rémunéré par compagnie	54	48	49	47	44	53	-0,6
Salaire par travailleur rémunéré (\$)	6 568	6 647	6 300	6 221	6 387	6 765	3,0
Bénévoles en % de l'effectif total	53,1	51,1	45,0	45,8	45,7	42,8	-19,5
Déficit par compagnie (\$)	1 277	-2 464	8 548	3 344	-5 972	420	-67,1
Déficit accumulé par compagnie (\$)	1 758	-16 006	-26 221	-21 206	-8 943	-827	-147,0

Tableau 2
Compagnies de musique

Moyennes - Compagnies de musique	1991-1992 ^r	1992-1993 ^r	1993-1994 ^r	1994-1995 ^r	1996-1997 ^r	1998-1999 ^r	Variation totale en %, 1991-1992 à 1998-1999
Nombre de compagnies	145	152	165	173	173	160	10,3
Représentations par compagnie	31	32	30	29	27	31	0,3
Assistance par compagnie	25 146	24 487	22 398	21 663	20 604	21 261	-15,4
Assistance par représentation	821	769	736	753	764	692	-15,7
Recettes de fonctionnement totales par compagnie (\$)	743 319	779 425	716 829	701 542	690 955	814 323	9,6
Recettes gagnées	313 169	320 584	295 389	296 051	289 995	358 071	14,3
Subventions publiques	276 250	292 157	265 634	254 315	226 703	257 752	-6,7
Subventions du secteur privé	149 768	162 016	151 741	150 407	174 245	198 499	32,5
Dépenses par compagnie (\$)	761 200	781 546	725 007	706 658	699 450	832 602	9,4
Effectif total par compagnie	107	110	123	134	144	131	22,8
Effectif rémunéré par compagnie	52	59	74	71	73	72	37,8
Salaire par travailleur rémunéré (\$)	10 130	8 740	6 446	6 434	6 221	7 556	-25,4
Bénévoles en % de l'effectif total	51,3	46,8	40,5	46,8	49,0	45,4	-11,6
Déficit par compagnie (\$)	-17 611	-3 469	-8 801	-6 122	-8 822	-18 280	3,8
Déficit accumulé par compagnie (\$)	-86 020	-85 699	-71 854	-58 822	-80 151	-69 497	-19,2

Tableau 3
Compagnies de danse

Moyennes - Compagnies de danse	1991-1992 ^r	1992-1993 ^r	1993-1994 ^r	1994-1995 ^r	1996-1997 ^r	1998-1999 ^r	Variation totale en %, 1991-1992 à 1998-1999
Nombre de compagnies	68	65	82	91	98	92	35,3
Représentations par compagnie	33	35	30	28	34	33	0,9
Assistance par compagnie	21 759	20 194	17 444	14 343	14 335	15 911	-26,9
Assistance par représentation	656	578	588	508	426	475	-27,6
Recettes de fonctionnement totales par compagnie (\$)	793 603	784 395	665 641	641 575	586 082	649 054	-18,2
Recettes gagnées	292 202	280 394	244 106	258 525	254 169	264 856	-9,4
Subventions publiques	353 803	353 354	294 804	255 464	223 893	248 984	-29,6
Subventions du secteur privé	138 454	135 345	113 932	127 732	108 038	135 214	-2,3
Dépenses par compagnie (\$)	801 865	770 525	650 261	634 457	598 686	663 420	-17,3
Effectif total par compagnie	57	90	60	80	62	56	-2,0
Effectif rémunéré par compagnie	36	37	36	37	34	32	-12,6
Salaire par travailleur rémunéré (\$)	10 920	11 264	9 489	8 577	8 197	9 559	-12,5
Bénévoles en % de l'effectif total	36,6	58,8	40,7	54,2	45,6	43,4	18,8
Déficit par compagnie (\$)	-8 668	12 223	13 786	5 883	-12 604	-14 366	65,7
Déficit accumulé par compagnie (\$)	-79 964	-76 495	-49 248	-47 051	-58 228	-50 377	-37,0

Tableau 4
Compagnies d'opéra

Moyennes - Compagnies d'opéra	1991-1992 ^r	1992-1993 ^r	1993-1994 ^r	1994-1995 ^r	1996-1997 ^r	1998-1999 ^r	Variation totale en %, 1991-1992 à 1998-1999
Nombre de compagnies	19	16	16	23	26	23	21,1
Représentations par compagnie	42	49	43	44	34	26	-37,5
Assistance par compagnie	34 261	40 834	38 995	37 244	26 789	25 755	-24,8
Assistance par représentation	824	828	900	842	780	991	20,2
Recettes de fonctionnement totales par compagnie (\$)	2 022 753	2 295 228	2 414 711	1 786 582	1 698 809	1 913 285	-5,4
Recettes gagnées	895 715	1 047 193	1 121 964	820 839	717 225	929 353	3,8
Subventions publiques	638 293	744 332	732 035	542 267	429 816	473 400	-25,8
Subventions du secteur privé	490 251	505 379	561 965	424 263	552 036	510 532	4,1
Dépenses par compagnie (\$)	2 048 412	2 403 117	2 496 109	1 780 184	1 743 790	1 948 758	-4,9
Effectif total par compagnie	271	427	388	270	269	249	-8,2
Effectif rémunéré par compagnie	205	262	243	209	186	175	-14,5
Salaire par travailleur rémunéré (\$)	5 791	5 355	5 547	5 030	5 393	5 906	2,0
Bénévoles en % de l'effectif total	24,3	38,6	37,3	22,4	30,7	29,5	21,4
Déficit par compagnie (\$)	-25 953	-106 076	-80 366	5 425	-44 912	-35 473	36,7
Déficit accumulé par compagnie (\$)	-110 734	-159 342	-100 051	-30 592	-117 169	-17 619	-84,1

Tableau 5
Toutes les disciplines

Moyennes - Toutes les disciplines	1991-1992 ^r	1992-1993 ^r	1993-1994 ^r	1994-1995 ^r	1996-1997 ^r	1998-1999 ^r	Variation totale en %, 1991-1992 à 1998-1999
Nombre de compagnies	514	565	616	655	682	625	21,6
Représentations par compagnie	78	80	70	65	63	67	-13,9
Assistance par compagnie	27 253	26 666	23 690	21 587	20 272	21 312	-21,8
Assistance par représentation	351	334	337	332	322	319	-9,1
Recettes de fonctionnement totales par compagnies (\$)	730 396	700 237	649 760	633 731	627 946	758 615	3,9
Recettes gagnées	340 397	321 360	297 914	300 155	302 356	375 304	10,3
Subventions publiques par compagnie	261 428	256 790	228 694	220 209	197 692	227 927	-12,8
Subventions du secteur privé	119 770	116 366	115 662	113 193	127 884	155 384	29,7
Dépenses par compagnie (\$)	743 535	702 324	655 099	635 304	628 989	766 479	3,1
Effectif total par compagnie	111	110	102	105	102	103	-6,8
Effectif rémunéré par compagnie	57	56	59	58	55	59	4,6
Salaire par travailleur rémunéré (\$)	7 728	7 398	6 530	6 340	6 352	7 136	-7,7
Bénévoles en % de l'effectif total	48,7	49,1	42,4	44,9	45,5	42,5	-12,8
Déficit par compagnie (\$)	-12 918	-2 023	-5 321	-1 542	-992	-7 864	-39,1
Déficit accumulé par compagnie (\$)	-54 358	-46 836	-45 003	-34 255	-39 350	-26 318	-51,6

^r Rectifié

Source : Enquête sur les arts d'interprétation

□

Sommes-nous à la hauteur ...

Nous espérons que *La culture en perspective* est instructive et utile pour vous. Votre point de vue à l'égard des données et des analyses comprises dans le présent numéro ou les numéros précédents nous importe beaucoup. Nous souhaitons répondre à vos besoins en données statistiques et nous nous fions à vos commentaires pour planifier de nouvelles analyses en vue des numéros à venir. Par conséquent, nous vous saurions gré de nous faire savoir si nous sommes à la hauteur.

Prière d'envoyer vos commentaires à l'adresse suivante:

Marla Waltman Daschko, rédactrice en chef
La culture en perspective
Programme de la statistique culturelle
Statistique Canada
Ottawa, ON
K1A 0T6

Téléphone : (613) 951-3028
Télécopieur : (613) 951-2909
Courrier électronique : marla.waltman-daschko@statcan.ca

D'autres publications du programme de la statistique culturelle ...

87-211-XPB "La culture canadienne en perspective: aperçu statistique", Édition 2000 (en papier)	\$31.00
87-211-XIB "La culture canadienne en perspective: aperçu statistique", Édition 2000 (version électronique)	\$23.00

Pour commander des publications:

- Téléphone (Canada et États-Unis) : sans frais, composez le 1-800-267-6677
- Télécopieur (Canada et États-Unis) : 1-877-287-4369
- Courriel : order@statcan.ca
- TDD : 1-800-363-7629

Renseignez-vous.....

Pour plus de renseignements sur les totalisations spéciales ou le contenu de certaines enquêtes, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, veuillez communiquer avec le Service à la clientèle :

- Téléphone sans frais : 1-800-307-3382 (ou 613-951-7608)
- Télécopieur : 613-951-9040
- Courriel : cult.tourstats@statcan.ca



Vous déménagez?

N'oubliez pas de nous le faire savoir. Veuillez faire parvenir les renseignements nécessaires (nom de l'abonné, ancienne adresse, nouvelle adresse, numéro de téléphone et numéro de référence du client) à :

Division des opérations et de l'intégration
Gestion de la circulation
Statistique Canada
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'«American National Standard for Information Sciences» — «Permanence of Paper for Printed Library Materials», ANSI Z39.48 1984.



La culture en perspective

Rédactrice en chef :

Marla Waltman Daschko,

Téléphone : 613-951-3028

Courriel :

marla.waltman-daschko@statcan.ca

Composition et production :

Division de la diffusion, Statistique Canada

Imprimerie : Centre d'impression, Statistique Canada

Renseignements sur les abonnements

Les prix ne comprennent pas les taxes de vente

Le produit n° 87-004-XPB au catalogue est publié trimestriellement en version imprimée standard et est offert au prix de 9 \$ CA l'exemplaire et de 27 \$ CA pour un abonnement annuel. ISSN 0843-7548

Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire	Abonnement annuel
États-Unis	6 \$ CA	24 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA	40 \$ CA

Ce produit est aussi disponible sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada, sous le n° 87-004-XIF au catalogue, et est offert au prix de 7 \$ CA l'exemplaire et de 20 \$ CA pour un abonnement annuel.

Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à www.statcan.ca et en choisissant la rubrique Produits et services. ISSN 1492-7632

Octobre 2002

Droit d'auteur

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. Reproduction ou citation autorisée sous réserve d'indication de la source: Statistique Canada © Ministre de l'Industrie, 2002. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois et dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.